

Alexandre Sumpf, Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920

Paris, CNRS Éditions, 2010, 412 p.

Michel Tissier



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/16653>

DOI : 10.4000/11ndr

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Michel Tissier, « Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 10 octobre 2011, consulté le 01 juillet 2024. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/16653> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11ndr>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2024.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*

Paris, CNRS Éditions, 2010, 412 p.

Michel Tissier

RÉFÉRENCE

Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Éditions, 2010, 412 p.

- 1 Le livre d'Alexandre Sumpf, publié dans la collection « Mondes russes et est-européens » de CNRS Éditions, est issu d'une recherche doctorale qui a valu à son auteur le prix de la meilleure thèse en histoire sociale décerné par la Fondation Mattei Dogan / Maison des Sciences de l'homme (en 2009, pour sa première édition). Le thème de cette recherche porte sur le formidable effort de propagande effectué par l'État soviétique en formation, auprès de la partie de la population russe à la fois la plus nombreuse et la plus éloignée socialement des nouveaux dirigeants, les paysans. Cet effort découle du projet soviétique visant à façonner un « homme nouveau », projet révolutionnaire en rupture avec l'ordre ancien en Russie, mais aussi héritier du « rêve pédagogique » des Lumières et de la révolution française, selon l'expression de Bronislaw Baczko reprise par l'auteur (p. 10). C'est dire que l'histoire sociale, distinguée avec ce travail, est ici indissociable d'une réflexion sur le politique dans le contexte socio-culturel russe, d'une part, et dans le cadre de la modernité européenne, d'autre part.
- 2 L'auteur analyse la rencontre entre les agents du nouvel appareil étatique bâti par les bolcheviks et les paysans russes, à travers l'étude d'une institution mise sur pied après la période de la révolution et encore en pleine guerre civile. Il s'agit de la Direction générale de l'Éducation politique (*Glavpolitprosvet*), chargée à partir de la fin 1920 de mener la « propagande étatique du communisme ». Le *Glavpolitprosvet* resta actif durant toutes les années 1920, jusqu'à son démantèlement brutal en 1930, au moment du « Grand Tournant » de la collectivisation forcée des campagnes. L'effort de propagande du communisme ne fut nullement limité à cette partie de la population et au milieu rural. Mais c'est spécifiquement pour rallier les paysans au nouveau régime que, non sans débats animés en son sein, fut poussée l'institutionnalisation de l'éducation politique sous la forme d'une organisation étatique distincte des structures du parti et de l'Armée rouge, qui avaient assumé la propagande communiste après la révolution. L'auteur trace ainsi une distinction nette, dans l'effort de propagande, entre l'agitation politique (*agit-prop*), caractéristique des périodes de lutte et d'urgence, et le travail d'éducation politique, qui s'inscrit dans la durée et unit « dans un seul mouvement l'approche scolaire et les activités culturelles de masses, dites "extra-scolaires" » (p. 13-14). Selon lui, le développement de l'éducation politique fut le corollaire de la volonté bolchevique de faire revenir le pays à une vie « normale », et pourtant entièrement nouvelle. Cela correspondit au tournant du régime vers les masses paysannes, dans un mélange de complémentarité et de concurrence entre les impulsions du parti et les logiques institutionnelles de l'État soviétique en formation.



Bolcheviks en campagne

Paysans et éducation politique
dans la Russie des années 1920

La vie et la mort du *Glavpolitprosvet* dans les années 1920 épousèrent donc logiquement les fluctuations de la politique paysanne du régime.

- 3 Alexandre Sumpf montre ainsi comment la définition soviétique de « l'éducation politique » fut étroitement liée aux perceptions que les dirigeants bolcheviks avaient des paysans russes comme groupe à part au sein de la population, à la fois majoritaire et distant. En cela, ils héritaient de représentations largement partagées au sein des milieux de l'intelligentsia russe dans la période pré-révolutionnaire, que l'auteur attribue à la tradition russe « populiste » (notamment à travers l'allusion à la « marche au peuple » des étudiants russes dans les années 1870) sans rendre tout à fait compte de la diversité et des contradictions de cette mouvance. Alexandre Sumpf insiste, tout au long de son travail, sur les préjugés des dirigeants bolcheviks à l'égard des paysans, et montre comment ces préjugés, largement empreints de fatalisme, non seulement pesèrent sur la définition de leurs objectifs en matière d'éducation politique, mais les conduisirent aussi à éviter toute évaluation digne de ce nom des résultats de l'éducation prétendument mise en œuvre.
- 4 La décennie 1920 est minutieusement scrutée par l'auteur, à la fois attentif à la chronologie de l'institution étudiée, aux sinuosités de la politique soviétique envers les paysans, et aux enjeux sociaux et culturels de leur entreprise. La première partie (« L'État propagande soviétique ») fixe le cadre institutionnel et retrace les étapes de l'implantation de l'appareil d'éducation politique sur le terrain. L'enquête privilégie le territoire administratif de la province de Moscou, en s'appuyant sur l'exploitation d'une masse impressionnante d'archives de divers organes et de différents niveaux : archives des institutions gouvernementales et administratives au niveau fédéral, au niveau de la République de Russie (RSFSR) et à l'échelon local, dans la province de Moscou ; archives du parti, à la fois centrales et locales ; archives de syndicats ; fonds privés, au premier rang desquels celui de Nadežda Krupskaja, compagne puis veuve de Lénine et dirigeante du *Glavpolitprosvet* depuis sa création jusqu'à son démantèlement décidé par le parti, désormais aux mains de Staline. L'auteur a dépouillé la presse gouvernementale, notamment la dizaine de périodiques publiés sous la direction du *Glavpolitprosvet*, et celle du parti. Il a également visionné des documents cinématographiques, dont la contribution à la propagande est analysée et qui fournissent parfois, pour les films « documentaires » (par distinction avec les films proprement conçus comme « éducatifs »), la possibilité de confronter aux ambitions du pouvoir soviétique, désireux d'établir le contact avec la population paysanne, la réalité moins reluisante du terrain (p. 79, 159).
- 5 Cette documentation est donc d'abord exploitée, dans la première partie (chapitres 1 et 2), pour montrer comment, depuis les bureaux moscovites du *Glavpolitprosvet* jusqu'à l'échelon local, dans les sections de province, d'arrondissement et de canton, fut mis en place tout un système administratif spécifiquement consacré à l'éducation politique. L'étude de cet édifice bureaucratique conduit l'auteur à constater combien la logique de l'organisation administrative l'a emporté sur le suivi du travail éducatif proprement dit. Sur le terrain, la position des agents de l'éducation politique apparaissait mal assurée auprès de la population, dépendants qu'ils étaient de supérieurs locaux peu contrôlés – en dépit de la manie soviétique des enquêtes –, et toujours en quête de subsides.
- 6 Précisément, l'auteur montre dans la deuxième partie comment le manque de moyens a pu constituer, pour les éducateurs politiques de terrain, une façon de mettre en

question les objectifs définis par les dirigeants soviétiques. Intitulée « Le visage vers la campagne ! », cette partie se concentre sur l'espace villageois, en étudiant en particulier le lieu conçu comme le centre de l'éducation politique dans les campagnes, l'*izba-čital'nja*. L'auteur choisit de ne pas traduire cette expression, rejetant par exemple la solution proposée par le linguiste français André Mazon : « isba-salle de lecture » (1920). Le terme est apparu en russe pendant la Première Guerre mondiale, mais le lieu empruntait à une réalité culturelle antérieure, dont l'auteur retrace de façon synthétique l'évolution jusqu'à la décision soviétique de faire de l'*izba-čital'nja* la « tête d'un réseau local en construction » consacré à l'éducation politique (p. 133). En trois chapitres (3 à 5), l'auteur présente les différentes fonctions attribuées à ce lieu par les dirigeants bolcheviks, la façon dont il fut investi par les acteurs locaux de l'éducation politique, les difficultés rencontrées pour faire fonctionner au quotidien les salles de lecture et attirer la population, en essayant de surimposer aux traditions de cette dernière, jugées archaïques, de nouvelles habitudes, un nouveau calendrier, des pratiques sociales et culturelles en phase avec les éléments fondamentaux de la modernité soviétique. Surtout, l'auteur décrit les faux-semblants de ce « transfert culturel des villes vers la campagne », démêlant les contradictions des éducateurs de la base confrontés aux attentes et aux présupposés de leurs supérieurs, eux-mêmes occupés à collecter et compiler des statistiques qui ne disent pas grand-chose du terrain (p. 190-197).

- 7 La troisième et dernière partie (chapitres 6 à 8) s'intéresse à l'agent local de l'éducation politique au village (« L'*izbač*, amateur paysan ou professionnel soviétique ? »). L'*izbač*, chargé de faire fonctionner l'*izba-čital'nja* au village, n'était en réalité qu'un des multiples acteurs de l'éducation politique soviétique. Alexandre Sumpf se penche d'abord en détail (chapitre 6) sur la définition jamais aboutie d'une politique de recrutement de ces éducateurs politiques ruraux par les bolcheviks, et sur la « carrière » de ceux qui furent retenus. C'est, surtout, l'exclusion constante des paysans eux-mêmes de ces fonctions, au bénéfice des membres de l'intelligentsia rurale, qui est frappante. Pourtant les instituteurs étaient regardés avec méfiance, souvent soupçonnés de proximité avec les socialistes-révolutionnaires et, dans les années 1920, de « déviation culturelle » dans l'éducation des adultes, c'est-à-dire d'apolitisme. Les bolcheviks tentèrent bien de mobiliser les vétérans de l'Armée rouge, que l'auteur décrit comme des soldats démobilisés « surmobilisés » par le régime. Issus dans leur majorité de la paysannerie, mais supposés avoir été transformés par la défense du régime communiste au combat, ils furent appelés à jouer un rôle éminent dans le travail d'éducation politique à la campagne, apparemment sans grand succès (p. 252). La composante principale du groupe des *izbači* semble avoir été formée des membres de la Jeunesse communiste, le *Komsomol*, alors même qu'il n'y avait pas de lien institutionnel direct entre ce dernier et l'administration du *Glavpolitprosvet*, qui considérait les jeunes communistes comme insuffisamment formés et difficiles à contrôler. Il est difficile d'avoir un portrait sociologique très clair de ces *izbači*, dont l'assimilation à une « profession » n'est guère possible même au vu des catégories statistiques soviétiques. C'est notamment dû au fait, abondamment souligné par l'auteur, que le cumul de fonctions était la règle pour les agents locaux de l'État soviétique et du parti communiste dans les campagnes. Le *Glavpolitprosvet* chercha bien à mettre en place un système de formation continue des *izbači*, que l'auteur replace dans le cadre plus global de la formation des élites soviétiques, en insistant sur les organes chargés de ce qu'on pourrait appeler la « formation de formateurs » pour

l'éducation politique communiste (chapitre 7). Mais il y avait un fossé entre ceux qui pouvaient fréquenter ces centres de formation et les *izbači* qui devaient faire fonctionner les salles de lecture de villages et autres « coins rouges », eux-mêmes théoriquement placés dans la dépendance d'une *izba-čital'nja* « centrale » au niveau du canton (l'auteur fournit notamment en exemple les cartes de la répartition de ces structures dans les cantons de l'arrondissement de Klin, au nord de la province de Moscou). Or la deuxième partie de l'ouvrage a justement permis de montrer que les structures villageoises de l'éducation politique étaient marquées par le caractère intermittent de leur fonctionnement, par l'instabilité de leur ancrage territorial et par leur faible pouvoir d'attraction sur la population. Le lecteur est donc ici assez déconcerté, se demandant quelle relation concrète il pouvait bien y avoir entre ces « éducateurs politiques » du sommet et la masse indistincte et presque fantomatique des *izbači* de village, disséminés dans les provinces de la RSFSR, fort éloignés de Moscou et non subventionnés par l'État. Parler de la « verticale incomplète du pouvoir », selon la juste expression de l'auteur dans sa première partie, confine ici à l'euphémisme, tant il est difficile de se représenter ne serait-ce que l'articulation entre le travail de l'*izba-čital'nja* de canton et les structures inférieures dans les villages. Le chapitre 8 et dernier sur les « réseaux, loyautés et solidarités autour de l'*izbač* » offre certains éléments d'éclaircissement en l'espèce (p. 337). Là l'auteur propose en effet un tableau général des relations de l'*izbač* à la fois « vers le haut » et, si l'on veut, « vers le bas », dans le contact avec les paysans locaux. Mais la section « Regards paysans sur l'éducation politique » (p. 342-351) apparaît inévitablement frustrante, dans la mesure où les sources utilisées, malgré leur quantité et la sophistication méthodologique de l'ouvrage, laissent peu de place aux voix paysannes. C'est dire à quel point l'appareil bureaucratique décortiqué en profondeur et en finesse dans le livre d'Alexandre Sumpf masquait, plus qu'il ne transformait, la réalité des campagnes russes, avant même que l'entreprise de collectivisation forcée ne vienne marquer, à la fois, la fin d'un projet démesuré d'éducation politique et le début d'une transformation autrement plus radicale et dévastatrice de ces campagnes.